



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 3994

Texte de la question

MESURES POUR L'INVESTISSEMENT ET LA CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. Luc Belot, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Luc Belot. Monsieur le Premier ministre, comme chacun dans cet hémicycle, mais aussi comme chaque Français, nous sommes particulièrement attentifs aux chiffres de l'économie, de la croissance et de l'emploi...

M. Philippe Cochet. On les connaît !

M. Luc Belot. ...qui nous permettent de disposer d'une analyse du pays d'autant plus fine qu'elle permet de dégager, à partir des périodes récentes, des tendances longues.

Et, je crois qu'on peut le dire : ça va mieux. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Ça va mieux pour la croissance, tout d'abord. Le produit intérieur brut a progressé de 0,6 % au premier trimestre. Deux raisons particulières font que nous sommes au-dessus de la moyenne de la zone euro. *(Mêmes mouvements.)* La première est l'investissement, tant pour les ménages que pour les entreprises – avec, dans le cas de ces dernières, une augmentation de 2,4 % particulièrement rassurante. La seconde est l'accélération de la consommation des ménages, qui progresse de 1 % au premier trimestre de cette année et atteint des chiffres conséquents, notamment depuis le versement de la prime d'activité en février. Dans mon département, pas moins de 16 000 foyers, dont 3 000 jeunes, bénéficient de ce dispositif.

Ça va mieux aussi sur le front de l'emploi, vraiment mieux ! D'abord, le chômage s'est stabilisé sous le seuil fatidique des 10 %. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Philippe Cochet. Tout va très bien, madame la marquise !

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Luc Belot. Ensuite, l'emploi marchand est en hausse sur quatre trimestres consécutifs. Et nous avons enfin la réalité des embauches, qui ont bondi de 4,8 % au premier trimestre pour atteindre un niveau jamais atteint depuis 2011. Je dois souligner que cette hausse a largement profité aux TPE. Dans mon département, on compte déjà plus de 4 000 contrats « Embauche PME », et le bénéfice du dispositif s'étend à tout le territoire.

Monsieur le Premier ministre, sur quelles perspectives de croissance tablez-vous pour que les créations d'emploi absorbent l'augmentation de la population active et continuent de faire reculer le chômage, et comment...

M. le président. Merci, monsieur Bellot ! La parole est à M. le Premier ministre. (« *Allô ! Allô !* » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)

M. Manuel Valls, Premier ministre. J'ai répondu à la question du président Jacob, mesdames, messieurs les députés de l'opposition, alors permettez-moi de répondre maintenant à la question particulièrement pertinente et intelligente de Luc Belot (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe Les Républicains – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain*), question qui n'avait pas l'aspect caricatural de la précédente.

Le sujet est sérieux. Vous l'avez rappelé, monsieur le député,...

Un député du groupe Les Républicains. Et à part ça, ça va ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...la France a enregistré au premier trimestre une croissance de 0,6 % selon l'INSEE. Ce chiffre conforte la prévision établie par le Gouvernement et par Michel Sapin...

M. Jacques Myard. Notre Madame Soleil !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...à 1,5 % en 2016. En effet, les premiers signes de la reprise sont là, et ils sont encourageants. Cela se traduit très concrètement pour les ménages comme pour les entreprises, et vous le constatez tous sur le terrain. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, c'est-à-dire sans aucune activité, a reculé de 70 000 depuis le début de l'année 2016.

M. Philippe Meunier. Et les 600 000 chômeurs en plus ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il ne sert à rien de crier, monsieur le député. Je sais bien que pour vous, quand le chômage augmente, c'est la faute du Gouvernement, et que quand il baisse, le Gouvernement est encore en faute. Lorsque l'on est patriote et responsable, on devrait pourtant se réjouir chaque fois qu'un Français retrouve un emploi. C'est l'attitude que chacun devrait avoir ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Les entreprises, de leur côté, sont plus solides. Le nombre de défaillances a fortement chuté au premier trimestre, ce qui porte la baisse à plus de 10 % en un an. Il s'agit de la plus forte baisse depuis 2009.

Le secteur du logement, qui avait été sinistré, montre lui aussi des signes très concrets d'amélioration. Les mises en chantier de logements neufs connaissent une hausse de 3,8 % sur l'année et la délivrance de permis de construire a progressé de 7,7 %. Grâce aux mesures que nous avons engagées avec Sylvia Pinel et dont nous poursuivons la mise en œuvre avec Emmanuelle Cosse, le logement sera cette année un facteur de soutien à l'économie française.

Un député du groupe Les Républicains. Et Macron, il a fait quoi ?

M. Christian Jacob. C'est vrai, vous ne l'avez pas cité !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je le dis très simplement : ces résultats sont aussi le fruit des réformes, du pacte de responsabilité, du CICE – crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi –, tous dispositifs que le Gouvernement et sa majorité ont engagés au cours de ce quinquennat. Malgré les critiques, nous sommes en train d'obtenir les résultats que les Français attendent.

Quant aux entreprises, elles font aujourd'hui confiance à cette reprise et se remettent à investir. Le mouvement est très significatif s'agissant des biens manufacturés, puisque la progression cumulée au cours des deux derniers trimestres dépasse les 7 %. Aucun observateur, il est vrai, n'avait anticipé un tel dynamisme. La

mesure de suramortissement ciblée sur les biens manufacturés, qui vient d'être prolongée d'un an, a évidemment joué un rôle clé dans ce dynamisme partout sur les territoires.

Et puis les entreprises se remettent à embaucher, avec une progression de 107 000 emplois dans le secteur marchand. La tendance est particulièrement stimulée par le dispositif « Embauche PME », qui offre une prime de 4 000 euros pendant deux ans pour l'emploi des moins qualifiés. Depuis sa mise en œuvre en février, 350 000 demandes ont été reçues.

Monsieur le député, il est indéniable que ces chiffres indiquent une tendance, avec le soutien de la BPI – Banque publique d'investissement –, avec l'engagement des collectivités territoriales, avec la poursuite des réformes et de l'innovation. C'est un encouragement à garder le cap, à être cohérent et à compter sur votre confiance comme sur celle des Français. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Luc Belot](#)

Circonscription : Maine-et-Loire (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3994

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er juin 2016](#)